

LE REMPLACEMENT DE L'ÉTAT (3^{ème} partie)...

Le problème

Nous ne sommes pas de ceux qui, plus littérateurs que sociologues et ignorant tout de la vie économique et sociale, demandent purement et simplement la disparition de l'État. Nous reconnaissons que celui-ci déploie, dans la société actuelle, certaines activités utiles, ou qui peuvent être considérées comme telles. Cela lui est facile et ne fait qu'augmenter son pouvoir. Car il accapare de plus en plus les rouages de la machine sociale, et veille à sa façon à l'ensemble des intérêts qui s'y coudoient ou s'y combattent. Mais, parmi ces intérêts, nous voyons d'abord deux parties: la première comprend ceux de la classe exploiteuse privilégiée, la deuxième ceux de la classe exploitée. Et au stade où en sont les choses, l'État ne défend pas que les intérêts des détenteurs de la richesse: il compose en réalité une troisième classe dont les intérêts peuvent, selon les circonstances, être solidaires tantôt de ceux de la première catégorie, tantôt de la deuxième. C'est une question d'opportunité.

Il n'en maintient pas moins un certain équilibre (dont il est bénéficiaire) pour l'ordre social et l'ensemble de l'économie. Par exemple, dans une nation, il aide les régions défavorisées par la nature, en pompant, au moyen d'impôts directs et indirects, une partie de la richesse des régions riches pour la redistribuer aux régions pauvres qui seraient condamnées à des privations dans le strict système du droit et avoir. L'existence de réseaux routiers, l'utilisation des cours d'eau pour la production d'électricité, le reboisement, l'organisation de l'instruction publique sont d'autres exemples des activités de l'État. Il ne s'agit donc pas de simplement le détruire - ce qui serait employer une technique de combat contre-indiquée - mais de le remplacer quand son rôle est utile. Nous sommes des constructeurs plus que des destructeurs. Nous voulons provoquer la disparition de l'État, mais pas de ce qu'il a été, ou de tout ce qu'il a fait en conséquence du développement matériel et moral de la civilisation s'étendant à une partie croissante de la population terrestre. Organisateur d'une partie de l'économie ou des services publics, l'État n'est donc pas que négatif, et nous avons narré comment un lettré chinois avait montré à son souverain qu'il était plus sage d'exploiter les prisonniers de guerre en en faisant des esclaves producteurs ou de bons payeurs d'impôts que de les massacrer. (Il est probable, aussi, que les pharaons employèrent les mêmes moyens pour construire les pyramides).

Souvent les rois et autres gouvernants intelligents - il y en eut - ne se contentèrent pas d'écraser les populations sous le poids des impôts et de l'oppression politique. Nous en avons cité de nombreux exemples dans notre chapitre: «*L'Économie d'État* ». L'exemple de Rome et des nombreux empereurs romains nous montre jusqu'où ils purent aller pour le plus grand dommage des populations, de la liberté... et de l'économie même.

Il n'y eut cependant pas que les têtes couronnées qui eurent recours à ces procédés, mais, quels que fussent les personnages qui en furent les maîtres, l'État en soi, monarchique, républicain ou socialiste, entité dominatrice et dévorante dont l'appétit est insatiable, fut toujours le «*monstre froid qui mord avec des dents volées*», que dénonçait Nietzsche. Qu'on en change ou non l'étiquette, c'est même chose. Le monstre insatiable qui compose ce grand dévoreur hermaphrodite n'a pas plutôt pris conscience de sa force et de ses possibilités qu'il commence à étendre son pouvoir, ses attributions et ses abus. Il devient sa propre raison d'être, et c'est cela, plus que l'intérêt pour la société, qui explique sa participation aux affaires économiques et financières; cela et sa volonté de domination politique aussi absolue que possible.

Toujours l'État a tout fait pour accaparer des fonctions publiques qui, le plus souvent, avaient leur utilité. On y a vu et on y voit s'épanouir la lenteur bureaucratique; le non-respect des délais fixés, la mauvaise qualité des services, l'élévation si souvent exorbitante des coûts établis et l'apparition d'une caste proliférante imbue de son pouvoir. C'est pourquoi le problème est que la société assume ces fonctions quand elles sont utiles, et pour cela il faut que des idées claires issues d'analyses précises et de principes basés sur l'expérience des siècles guident les hommes. Il faut que la société humaine prenne en main son devenir en se refusant à toute confusion entre le froid mécanisme administratif dominateur qui prétend s'imposer, et qui est situé en dehors et au-dessus d'elle; il faut que la collectivité humaine se gouverne elle-même selon les normes que l'expérience lui aura montré être les meilleures, s'auto-organise sans le concours d'un système qui gravite sur elle et qui possède à un degré extrême la force brutale lui permettant d'imposer sa volonté et son appétit.

Gaston LEVAL.
